

PARIS
1 franc 50 cent.
PAR MOIS.

DÉPARTEMENTS
3 fr. par mois

Les abonnements datent des 1^{er} et
16 de chaque mois.

LA TRIBUNE

INSERCTIONS.

75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont
expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN
CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

Gravité de la situation. — Tergiversations gouvernementales. — Séance de l'Assemblée nationale. — Nouvelles nominations. — Lettre du citoyen Emile Thomas au ministre de la justice. — Arrestation d'agents bonapartistes. — Discours du général Clément Thomas. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles diverses. — Cours de la Bourse. — Enseignements historiques sur le citoyen Huber.

Paris, 14 Juin.

Gravité de la situation.

Nous ne saurions nous dissimuler ce que la situation a de menaçant et de compliqué. Elle exige toute la sagesse, toute la fermeté de l'homme d'Etat.

Dans la question soulevée par l'élection du citoyen Bonaparte, deux considérations étaient en présence : l'une tirée des principes, l'autre s'appuyant sur la gravité des circonstances.

C'est sous ce dernier point de vue que la Commission exécutive, par l'organe de MM. Lamartine et Ledru-Rollin, l'avait envisagée. Nous nous sommes, bien qu'à regret, et sous toutes réserves, associé à sa pensée. Après avoir défendu les principes dans toute leur rigueur, repoussé les proscriptions de toute catégorie, demandé que les bras de la France s'ouvrirent à tous ses enfants, que l'Assemblée qui la représente reçût dans son sein tous les élus du peuple, même les prétendants, pour qui le baptême de la République équivaldrait à une abdication implicite de leurs prétendus droits, après avoir ainsi fait la part des principes aussi large que possible, nous avons dû faire aussi la part de la nécessité ; et en présence de cette déclaration du pouvoir exécutif, chargé de veiller à la sécurité générale, qu'il y avait complot contre la République, tentative de la renverser et commencement d'exécution dans le sang versé par des mains anarchiques, nous avons pensé que le moment du *caveant consules* était venu, et que les principes devaient temporairement fléchir devant un grand danger public.

L'Assemblée nationale a pensé autrement ; elle n'a pas vu, dans les circonstances qui l'environnaient, une raison suffisante d'annuler une quadruple élection ; elle s'est inclinée, même en présence du péril qui lui était dénoncé, devant la souveraineté du peuple qu'elle représente.

Les événements décideront qui, d'elle ou du pouvoir exécutif, a le mieux compris son devoir. Nous faisons des vœux ardents et sincères pour que de sinistres prévisions ne se réalisent pas ; pour que ce premier acte du drame qui vient de s'ouvrir ne soit pas suivi d'un dénouement fatal aux institutions républicaines ; pour que le siège du représentant ne serve pas de degré pour monter au siège présidentiel, puis pour tenter un nouvel essai de dictature impériale.

Nous avons foi au principe de la République populaire. Nous le croyons assez fort pour résister même à la rude épreuve à laquelle on vient de le soumettre. Nous eussions voulu lui épargner cette épreuve ; puisque le sort en est jeté, nous appelons tous les républicains sincères à redoubler de clairvoyance et de vigilance. Leur unanimité déjouera bien des combinaisons coupables ; mais qu'ils n'oublient pas que la moindre hésitation, le moindre découragement seraient maintenant un crime, et qu'aujourd'hui, plus que jamais, l'union, c'est la force. B L.

Tergiversations gouvernementales.

En politique, il faut savoir se décider, et une fois un parti adopté, porter dans cette direction toutes ses forces et toute son énergie. Cette vérité triviale, la Commission exécutive nous semble l'avoir complètement oublié dans l'affaire de l'élection de Napoléon-Louis Bonaparte. M. Favre a eu raison de lui reprocher sur ce point ses incertitudes et ses tergiversations.

A propos du projet de décret relatif au bannissement de la famille de Louis-Philippe, le Gouvernement avait l'occasion de s'expliquer en termes clairs et catégoriques sur la famille Bonaparte ; il l'a fait timidement et en termes évasifs, non par l'organe de l'un des membres de la Commission exécutive, mais

par la bouche d'un ministre aux paroles duquel les démentis de MM. Portalis et Favre ont depuis ôté toute valeur.

M. Crémieux, interpellé sur la question de savoir si l'article de la loi de 1852, applicable à la famille de l'empereur, serait maintenu, a déclaré qu'il était abrogé de fait par la révolution de Février, sans qu'il fût besoin d'une abrogation textuelle et législative.

Les électeurs ont donc pu croire qu'en portant à l'Assemblée nationale le vœu de l'empereur, ils ne faisaient rien d'illégal, rien qui pût mettre en péril les institutions républicaines.

Ce n'est qu'après l'élection, quand tout était consommé, qu'on est venu leur dire que leur choix était un péril pour la République. Pourquoi ne pas le dire avant ? Même, en l'absence d'un droit formel de fermer l'accès de la représentation nationale à Napoléon-Louis, beaucoup de bons citoyens qui lui ont donné leurs voix à Paris et dans les départements, se seraient abstenus de le porter ; et il est probable que cette abstention eût fait échouer la candidature ; dès lors le péril était conjuré.

Le gouvernement ne paraît s'être préoccupé de cette élection que lorsqu'il a vu l'émotion qu'elle excitait dans les masses populaires. Il s'est ravisé alors ; il a exhumé cette loi de 1852 qu'il considérait avant comme virtuellement abrogée ; il a cru qu'il suffisait de la déclarer toujours subsistante pour lui redonner la vie. Il a oublié qu'elle était morte et bien morte, le jour où le peuple avait repris l'exercice de sa souveraineté, cette loi votée par une Chambre servile, et promulguée par un pouvoir ombrageux que la popularité d'un grand nom faisait trembler.

Ce n'est pas là la conduite qu'aurait tenue un gouvernement énergique et ferme. Dès l'apparition de la candidature de Napoléon Bonaparte, il eût résolument posé la question de nécessité gouvernementale, et, au nom du salut public, il eût obtenu de l'Assemblée nationale non le maintien d'une loi antipathique au sentiment national, mais une loi nouvelle qui eût déclaré l'entrée de la France, interdite au prétendant impérial, jusqu'au jour où la constitution aurait été proclamée, et un pouvoir exécutif définitif installé.

Cette mesure temporaire eût obtenu l'assentiment de tous ; et les bons citoyens se seraient bien gardés de créer à la République, par une élection imprudente, un embarras sérieux.

En tenant une conduite contraire, le gouvernement a gravement compromis la cause des institutions républicaines, engagé sa responsabilité, affaibli le pouvoir dans ses mains, et rendu plus difficile la solution qui doit substituer au provisoire actuel un établissement solide et durable. BENJAMIN LAROCHE.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

La Commission du pouvoir exécutif,
Vu la loi du 14 avril 1852 et le décret du Gouvernement provisoire du 3 mai 1848,

Sur le rapport du ministre de la guerre,
Art. 1^{er}. Sont promus au grade de général de division dans le cadre d'activité des officiers généraux :

- 1^o Le général de brigade d'état-major :
Fontaine de Cramayel (René-Eleuthère).
- 2^o Les généraux de brigade d'infanterie :
Parchappe (Charles-Jean-Baptiste),
Rambaud (Jacques-Marc-Léon),
Gues-Viller (Antoine),
Lafontaine (Joseph-Pierre),
Neumayer (Maximilien-Georges-Joseph).
- 3^o Les généraux de brigade de cavalerie :
Hatry (Auguste-Charles-Joseph),
Marey-Monge (Guillaume-Stanislas),
Korté (Pierre-Chrétien).
- 4^o Le général de brigade d'artillerie :
De Bouteiller (Charles-François-Romarc).
- 5^o Le général de brigade du génie :
Morvan (Frédéric-Pierre).

Art. 2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil, le 12 juin 1848.

La Commission du pouvoir exécutif,
Considérant que la carrière militaire doit être, dans ses divers

degrés, protégée par des garanties proportionnées aux services rendus et aux titres acquis ;

Qu'en attendant que ces garanties soient données par la loi, il importe d'y pourvoir, dès à présent, en ce qui concerne les sous-officiers de l'armée de terre ;

Sur le rapport du ministre de la guerre ;

Arrête :

La suspension et la cassation des sous-officiers ne pourra être prononcée que sur l'avis d'un conseil d'enquête.

Le conseil se composera :

D'un chef de bataillon, président ;

D'un capitaine, d'un lieutenant et d'un sous-lieutenant, désignés, à tour de rôle, par rang d'ancienneté dans chaque grade, à l'exclusion du commandant de la compagnie qui aura dressé la plainte, et, autant que possible, à l'exclusion des officiers sous les ordres desquels se trouve l'inculpé ;

D'un sous-officier désigné de la même manière, à l'exclusion des sous-officiers moins anciens de grade ou moins élevés en grade que l'inculpé.

Lorsque l'inculpé sera l'adjudant le plus ancien du corps, le sous-officier sera remplacé dans le conseil par un second sous-lieutenant.

Dans un détachement, l'officier commandant ne pourra pas faire partie du conseil.

A défaut de chef de bataillon, le conseil sera présidé par le capitaine le plus ancien du détachement.

Lorsqu'un détachement ne comprendra pas plus de deux compagnies, l'inculpé sera envoyé devant un conseil qui sera convoqué dans la fraction principale du bataillon.

La convocation d'un conseil d'enquête aura lieu, par ordre du colonel, sur la plainte du capitaine, visée par le chef de bataillon, si l'inculpé est sergent-major ou sergent.

De l'adjudant-major, visée par le chef de bataillon, si l'inculpé est adjudant ;

Ou de l'adjudant-major de semaine, visée par le chef de bataillon de semaine, si les motifs de la plainte sont principalement fondés sur une faute commise dans un poste, ou pendant un service soumis à la surveillance des adjudants-majors et des adjudants ;

Du capitaine d'habillement, visée par le major, si l'inculpé appartient à la compagnie hors rang.

L'inculpé est toujours admis à présenter ses moyens de défense.

Il ne peut être présent ni aux délibérations ni au vote du conseil.

Le conseil entend tous les témoins qu'il juge utile d'appeler devant lui, à l'exception du colonel et du lieutenant-colonel.

Le conseil émet ses avis à la pluralité des voix et au scrutin secret.

Il prononce :

La censure dans son sein.

Il donne son avis :

Sur une punition disciplinaire ;

Sur la radiation du tableau d'avancement ;

Sur la suspension et sa durée ;

Sur la cassation.

Le colonel prononce :

Sur la punition disciplinaire ;

Sur la suspension.

Néanmoins la suspension des adjudants sous-officiers est prononcée par le général de brigade.

La cassation des sous-officiers autres que les adjudants, et la radiation de leurs noms du tableau d'avancement, sont prononcées par le général de division, sur l'avis du conseil, du colonel et du général de brigade.

La cassation des adjudants sous-officiers et des sous-officiers membres de la Légion d'honneur, et la radiation de leurs noms du tableau d'avancement, sont prononcées par le ministre, sur l'avis du conseil, du colonel, du général de brigade et du général de division.

L'avis du conseil ne peut être modifié qu'en faveur de l'inculpé.

Toutes ces dispositions sont applicables aux corps de troupes de toutes armes, sauf les modifications qui résultent de leur organisation particulière et qui seront fixées par arrêté ministériel.

En conséquence, sont et demeurent abrogées les ordonnances du 2 novembre 1833 sur le service intérieur des troupes à pied et à cheval, en tout ce qu'elles ont de contraire au présent arrêté.

Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil, à Paris, le 13 juin 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

Les citoyens dont les noms suivent ont été nommés officiers dans l'armée, à titre de récompense nationale :

Infanterie. — Doré (Pierre-Jules), ancien sous-officier; Viard (François-Eugène), id.; Brodud (Pierre-Louis-Benjamin-Adolphe), id.; Preix (Auguste-Jean-Baptiste), id.; Braconnot (Napoléon-Victor), id.; Grossi (Ambroise), id.; Bernard (Joseph), id.; Michaud (Jean), id.; Conort (Joseph-Louis-Diodore), id.; Cazaré (François-Jean-Baptiste), id.; Rabul (Nicolas-Eugène), id.; Mohrt, dit Georges (Antoine-Félix), id.; Thoret (Fulcran-Etienne), id.; Gamache (Auguste-Jean-Baptiste), id.; Picart (Vincent), id.; Bret (Charles-Henri), id.; Clausse (François), sergent au 25^e léger; Thiébaux (Louis-Désiré), ancien militaire; Soubiran (Frédéric-Guillaume), fourrier au 21^e de ligne; Michiels (Emile-Narcisse-Ferdinand), ancien militaire.

Cavalerie. — Germain (Joseph-Eugène), ancien sous-officier de cavalerie; Delépine (Pierre-Bruno), ancien militaire; Renard (Charles-Alexandre), ancien sous-officier de cavalerie; Chartier (Mélisse-Eugène), id.; Deshayes (Pierre), ancien sous-officier du train des équipages militaires; Mathéron (Charles-Pierre-Ferdinand), ancien sous-officier de cavalerie.

Artillerie. — Bérard (Jean), ancien élève de l'école polytechnique.

Administration. — Romanetti (Paul-Jérôme).

Gendarmerie. — Boissie (Jean-Louis-Fortuné), ancien sous-officier de cavalerie.

M. Emile Thomas vient d'adresser la lettre suivante à M. le ministre de la justice :

« Citoyen ministre,

« Comme fonctionnaire public, j'ai demandé à la commission du pouvoir exécutif, et, faute de réponse, à l'Assemblée nationale, l'institution d'une enquête judiciaire sur mes actes administratifs.

« Comme simple citoyen, et en vertu de mes droits naturels, je viens déposer entre vos mains la présente requête, à fin d'autorisation de poursuites légales contre le citoyen Trelat, ministre des travaux publics, sur les faits constants d'arrestation illégale, de séquestration de personne, et d'assertions publiques et fausses de nature à porter atteinte à la réputation privée d'un citoyen, desquels faits il s'est rendu coupable à mon égard.

« J'ai l'honneur de vous prier, citoyen ministre, vu l'urgence, de vouloir bien agir sous le plus bref délai, et de transmettre à qui de droit la présente requête, dont je vous serai reconnaissant de vouloir bien m'accuser réception.

« Veuillez agréer, etc.,

« E. THOMAS.

« Paris, 12 juin 1848. »

Nous reproduisons cette lettre sans y ajouter aucune réflexion. Seulement, nous croyons qu'il est temps que la lumière se fasse dans cette étrange affaire.

Les Camulards.

M. CHEVREUIL, Professeur au muséum d'histoire naturelle (cours de 4 à 5 mois).	5,000
Logement au muséum,	1,000
Membre de l'Institut,	1,800
Professeur aux Gobelins.	6,000
Membre du conseil de perfectionnement à l'école polytechnique,	3,000
Examinateur à l'école polytechnique,	4,000
Membre du conseil consultatif,	1,500
Six places.	
Total des traitements connus,	22,300

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. ANCONA, 3 juin. — Le peuple de notre ville a brisé hier les armoiries de Ferdinand de Bourbon, qui se trouvaient à la porte de la maison du consul napolitain. Elles ont été transportées sur la place publique qui sert aux exécutions criminelles, où elles ont été livrées aux flammes. La République de Venise vient de faire présent à notre ville de seize pièces de canon et de deux obusiers.

(Gazette piémontaise.)

LUNIGIANA. — Le commissaire toscane, dans la province de Lunigiana, vient, en vertu d'une décision souveraine du grand-duc, en date du 12 mai, de dissoudre le gouvernement provisoire de Pieve di Monti et de Ponte Bosio.

(Risorgimento.)

— On lit dans le *Risorgimento* du 9 :

« Peschiera sera remis d'ici à peu de jours en état de défense et approvisionné de munitions de guerre de tout genre. Déjà cette place est pourvue de vivres pour un mois. On s'occupe de construire des retranchements extérieurs entre la porte de Vérone et il Lago.

VENISE, 3 juin. — Hier, une partie de la flotte italienne a vu le feu ennemi. Mais l'affaire n'a eu aucune importance. La frégate *le Belrod*, les deux vapeurs *le Tripoli* et *le Mulfatano*, avec six chaloupes canonnières remorquées par un vapeur romain, se sont approchés du fort Caorle, avec l'intention de demander la batterie de cinq canons. Ce fort garde l'entrée du canal. Mais l'état de la mer n'a pas permis à cette expédition d'obtenir un résultat décisif, et tout s'est borné à quelques coups de canon, qui n'ont fait que peu de mal de part et d'autre.

(Corriere mercantile.)

TRIESTE, 5 juin. — La flotte ennemie, qui est encore à l'ancre à la hauteur de Pirano, a tiré des coups de canon en signe de réjouissance. Cette manifestation qui a causé de vives alarmes dans notre ville, a eu lieu, dit-on, pour célébrer la victoire remportée sur les Allemands que l'on avait raccourcis de 50,000 têtes près de Peschiera.

(Gazette d'Augsbourg.)

AUTRICHE. INNSBRUCK, 5 juin. — Les archiducs Albert et Guillaume sont arrivés ici ce matin à l'improviste, de l'armée d'Italie. La grande députation de Vienne se réunit en attendant une audience de l'empereur.

VIENNE, 7 juin. — Le comte de Stadion s'est arrêté ici dans sa route vers Innsbruck, pour s'occuper de la formation d'un nouveau ministère. On donne comme probable la combinaison suivante : Wessenberg, affaires étrangères; Stadlon, intérieur; Pillersdorf, finances; Doblhoff, commerce et métiers; Dr. Aug. Bach, justice; et de Schubarzer, travaux publics. Le baron de Wessenberg aurait la présidence du conseil.

— Selon d'autres nouvelles de Vienne de ce jour, la nomination d'un nouveau ministère ne pourra avoir lieu qu'après les élections et la réunion de la diète. La proclamation de l'empereur semble avoir produit une heureuse influence. Les fonds ont monté. L'envoyé de France s'est rendu à Innsbruck.

ANGLETERRE. LONDRES. — On lit dans le *Sun* du 12 juin :

« Aujourd'hui, avant trois heures, aucun meeting chartiste n'avait encore eu lieu. C'était à Bonner'sfields que devait avoir lieu le principal meeting. De bonne heure la police s'y était rendue en masse et parfaitement armée. Des troupes se trouvaient aux environs. Il y avait peu de monde, et beaucoup d'individus, voyant que rien n'annonçait l'arrivée d'un cortège quelconque, se retirèrent. A une heure un quart, on vit arriver un cabriolet; trois individus qui étaient probablement des chefs chartistes en sortirent et entrèrent en conférence avec des inspecteurs de police.

« Après quelques minutes ils remontèrent en cabriolet, la populace les environna; mais ils déclarèrent que l'autorité ne tolérerait aucun meeting, et qu'au besoin elle emploierait la force. L'un d'eux alla faire part des nouvelles au peuple, et l'exhorta à se retirer ou à se rendre dans les clubs particuliers, et quatre ou cinq cents individus le suivirent vers la route de Bethnal-Green. Les boutiques du voisinage étaient fermées; mais on était généralement convaincu que la tranquillité ne serait pas troublée. »

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

SEINE-INFÉRIEURE. Des commandes importantes d'armes ont été faites par le ministère de la guerre, afin d'armer les gardes nationales coloniales, dont la création a été décidée. L'exécution ces moyens de défense serait très-prochainement effectuée, pour parer aux désordres qui pourraient être la conséquence de la promulgation du décret d'émancipation.

— Nous lisons dans le *Finistère*, journal de Brest :

« Depuis quelque temps, les cordiers du port se plaignent d'être privés de l'augmentation accordée à leurs camarades des autres chantiers et de ne pas même recevoir leur solde entière, telle qu'elle est fixée, par suite des tarifs beaucoup trop bas affectés aux travaux qui leur sont imposés à la tâche.

« Ce matin à huit heures (à l'occasion de la paye qui s'est faite à cause de l'élection de demain), tous ces ouvriers se sont présentés en masse à la grille du bagne, et ils l'ont franchie au nombre de trois ou quatre cents, malgré les observations d'un ingénieur, qui les a menacés de ne pas les payer aujourd'hui.

« Le but des cordiers était de porter eux-mêmes leur réclamation à M. le préfet maritime, auprès duquel ils ont envoyé quatre

ou cinq de leurs camarades, et dont ils paraissent avoir obtenu une réponse qui les a satisfaits.

« Une heure après, ils étaient de retour à la grille du bagne; mais ils l'ont trouvée fermée, et ils n'ont pu rentrer qu'un à un au fur et à mesure que l'on prenait leurs noms.

« Espérons qu'on poussera cette affaire en donnant toute satisfaction possible à des griefs qui ne paraissent pas tout à fait dénués de fondement. »

— Une explosion a eu lieu samedi soir sur la place Saint-Ouen à Rouen. Voici les détails fournis à ce sujet par le *Mémorial de Rouen* :

« Vers dix heures moins un quart, la sentinelle qui se trouvait sur la place, devant le café qui se trouve au coin de la rue de la République prolongée, vit passer deux individus, dont elle n'a pu fournir exactement le signalement qui jetaient une boule à peu de distance d'elle. Trois ou quatre minutes après, une explosion, forte comme celle de trois coups de fusil tirés simultanément, se fit entendre; c'était la boule qui éclatait. Un morceau de ce projectile vint atteindre M. Hébert Delahaye au moment où il venait, comme lieutenant de cavalerie, de donner l'ordre à ses cavaliers de monter à cheval pour faire la patrouille. Il était à vingt-cinq pas de l'endroit où l'explosion a eu lieu, à peu de distance de son écurie; il a été frappé au genou, où il existe une contusion. »

NOUVELLES DIVERSES.

On vient, derechef, et pour la troisième fois depuis un an, d'afficher la vente par expropriation forcée des îles et palais de Monte-Christo, commune de Marly-la-Machine, appartenant à M. Alexandre Dumas. La vente est indiquée pour le 28 juin, sur la mise à prix de 40,000 fr., c'est le dixième environ de ce que le palais et l'île de Monte-Christo ont coûté.

— Une statue de la Liberté, représentée assise, a été montée sur le piédestal du monument de l'ex-place Bourbon, primitivement destiné à l'auteur de la Charte, Louis XVIII.

— Deux agents du service de sûreté ayant aperçu, dimanche, six individus qui, partagés en deux bandes, tenaient sur la voie publique, place de la Bastille et boulevard Contrescarpe, des jeux de hasard où, à l'aide de dés pipés, ils soutiraient l'argent de pauvres ouvriers alléchés par leurs belles paroles et l'appât d'un gain considérable, se mirent en devoir de les arrêter. Mais alors une lutte terrible et inégale s'engagea; les agents de la force publique, assaillis par ces individus, furent renversés, frappés à terre, et l'un d'eux, le sieur Belpaume, eut la tête ouverte et la poitrine enfoncée à coups de talons de botte. Heureusement d'honnêtes citoyens, attirés par les cris sur le théâtre de la lutte, intervinrent, et, grâce à leur secours, non-seulement les agents dont la vie était en danger, furent soustraits à de nouvelles violences, mais les six individus qui, après avoir volé le fruit du travail d'honnêtes artisans, se mettaient ainsi en révolte contre la force publique, furent arrêtés et conduits au poste de la colonne lde Juillet.

— La *Vraie République* annonce que le banquet à 25 centimes est ajourné au 14 juillet, anniversaire de la prise de la Bastille.

— On a fait la nuit dernière de nombreuses arrestations d'agents bonapartistes.

Parmi les individus arrêtés se trouve, dit-on, M. Laiti, ex-lieutenant d'artillerie, condamné dans le complot de Boulogne de Louis Bonaparte.

Une visite faite à son domicile aurait amené la découverte de fusils, sabres, poignards, stylets et cartouches.

— Un bataillon de la garde républicaine réorganisée a été placé aujourd'hui à la Préfecture de police.

Séance du 13 juin.

Il faut bien le reconnaître — car la vérité doit l'emporter sur les sympathies — la Commission exécutive, entraînée loin du but par sa vive sollicitude pour le repos de la République, a méconnu les vrais principes de la raison et de l'équité en persistant à appliquer au citoyen Louis Bonaparte, élu par trois départements, les lois antinationales de 1816 et de 1832. L'œuvre d'hier, nul ne s'y méprendra, a été le triomphe non pas d'une dynastie — les dynasties s'écroulent à jamais sous la toute-puissance du droit sacré des peuples — mais bien le triomphe de la dignité républicaine sur la peur, de la justice sur l'arbitraire des coups d'Etat.

Sans doute, le nom glorieux de Napoléon a laissé des traces profondes dans les souvenirs du peuple. Le peuple qui attend désormais son bien-être des institutions républicaines ne pouvait cependant oublier sa gloire, et s'il ne veut plus d'un empereur, il est toujours prêt à protester contre les conséquences, quelles qu'elles soient, de l'invasion étrangère de 1815. Si, en un mot, il salue encore de ses acclamations le nom du vainqueur d'Austerlitz, ce n'est pas le moins du monde pour relever un trône impossible, mais uniquement pour venger, dans la personne de ses neveux, l'odieux martyr de Sainte-Hélène.

Nous sommes prêts également à reconnaître que les agitateurs s'abritent derrière ces souvenirs, pour relever parmi nous le brandon de la

guerre civile. Mais c'est à la vigilance de la justice de rechercher les véritables auteurs de ces menées criminelles. Il ne suffit pas qu'en nom quel qu'il soit, sorte des rangs des perturbateurs, pour que la prescription frappe en aveugle sur le citoyen contre lequel ne s'élève aucun ad-minicule de preuve.

D'ailleurs, qu'on ne l'oublie jamais, si la politique a parfois des rigueurs nécessaires, la générosité forme le fond du caractère français; la persécution appelle immédiatement ses sympathies. Elle seule pourrait donner au citoyen Louis Bonaparte une importance qu'il n'a jamais eue par lui-même. Les prétendants, s'ils conservaient encore quelque folle espérance, ne grandiront que dans l'ombre et par l'éloignement; ils s'évanouiront infailliblement au grand jour de la discussion, devant la majesté, seule respectable aujourd'hui, de la souveraineté du peuple.

La politique, non moins que la justice, exigeait donc qu'on ne portât aucune atteinte à la volonté souveraine des électeurs. Jamais, quoi qu'en ait dit M. Buchez, la majorité d'un parlement ne prévaut contre elle, sans quoi les minorités, facilement opprimées, seraient à la merci de gouvernants plus ou moins habiles, plus ou moins audacieux ou corrompus.

Sans doute ce danger n'est point à craindre aujourd'hui. Nous avons confiance dans les intentions loyales de ceux qui nous gouvernent; mais nul de nous ne sait quel avenir nous est réservé. Il ne faut pas que des craintes exagérées, que l'amour de la liberté lui-même ouvre les voies à l'arbitraire, qui plus tard se tournera contre elle aux mains de l'ambition et du despotisme. La République s'appuie sur le droit et sur la justice; elle doit avoir conscience de sa force. Il n'appartient qu'à la tyrannie de trembler ainsi devant des fantômes.

Cette thèse, qui est aussi la nôtre, a été soutenue avec une grande puissance de logique par le citoyen Jules Favre et quelques-uns des orateurs qui lui ont succédé. Il est seulement à regretter que presque tous les orateurs qui avaient pris en main la défense du citoyen Louis-Napoléon n'aient point suffisamment oublié leurs rancunes personnelles, au risque de compromettre, ainsi la meilleure des causes.

Toutefois, malgré cet esprit de dénigrement qui a trop souvent inspiré le citoyen Jules Favre, et les arguments maladroits du citoyen Fresneau, qui nous a rappelé l'ours de la fable, l'élection du citoyen Louis Bonaparte a été validée à une imposante majorité.

Ce résultat est d'autant plus significatif que le talent n'a point manqué aux partisans également convaincus du système contraire. Il est difficile de se montrer plus éloquent, plus pathétique que ne l'a été le citoyen Ledru Rollin, dans cette séance mémorable. La défaite du gouvernant a été pour l'orateur un véritable triomphe. Il ne fallait rien moins que la toute puissance de la vérité pour dominer la sensation profonde qu'il a produite sur tous les bancs de l'Assemblée.

Il ne faut pas se dissimuler qu'en rejetant la proposition de la commission exécutive, l'Assemblée nationale a assumé une grande responsabilité. Honneur à nos représentants, s'il est vrai que, pleins de confiance dans la stabilité de la République et dans la sincérité de leur concours, ils ont voulu prouver au monde que le pouvoir démocratique peut se passer des coups d'état, le glaive brisé des monarchies déclinées.

G. CH.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 44 Juin.

PRÉSIDENCE DE M. SÉNART

La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Des pétitions en grand nombre sont déposées.

Les citoyens Louis Reybaud, Rey, Ponjoulat, Thiers, Loyer, Charles Dupin, Dariolle, Chandos, Martin, Berney, Rampou, Méclun, sont proclamés représentants.

Un membre dépose une proposition ayant pour but de déclarer que l'Assemblée nationale seule a le droit d'amnistie, et qu'en conséquence, c'est elle qui doit remettre aux gardes nationaux en faute, les peines encourues pour manquement de service.

Cette proposition est appuyée. Elle sera développée ultérieurement.

M. Blavier développe sa proposition au sujet du vote par division.

Il y a trois propositions sur le même sujet, toutes sont renvoyées au comité du règlement.

M. LUBLÉ FAXET. Il faut employer les moyens qui assureront non-seulement l'économie du temps, mais encore son bon emploi. (Très-bien.) Il y a une autre question engagée sur le vote par division, tel qu'il est pratiqué, la question de dignité de l'Assemblée. (C'est vrai!) Eh bien, je dis que ce mouvement, ce péle-mêle qui accompagnent ce vote sont contraires à cette dignité. Veni redi dernier, un fait s'est passé qui semble résoudre la question. Un grand nombre de nos collègues, car tous nous n'avons pas l'habitude de monter à l'assaut (on rit), un grand nombre de nos collègues pressés, étouffés pour ainsi dire par le flot qui se pressait aux portes se sont retirés sans voter.

Voici le moyen que je propose : Un secrétaire lira les noms et chaque représentant appelé répondrait oui ou non. (Rumeurs diverses.) J'entends dire que cela serait trop long. Messieurs, nous ne sommes pas ici pour faire des lois à la minute, nous sommes ici pour faire de bonnes lois. (Très-bien.)

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi sur les incompatibilités.

M. Rolland rapporteur, rend compte de l'examen auquel la commission s'est livrée.

Un représentant fait remarquer qu'il n'y a pas un seul ministre à son banc.

M. LE PRÉSIDENT. Le projet de décret a été présenté par un membre de l'Assemblée, il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à l'absence des ministres.

La commission annonce par son rapporteur qu'elle persiste dans sa première résolution.

M. Lherbette ajoute que trois systèmes sont en présence, la commis-

on se réserve de les combattre tous.

M. LE PRÉSIDENT. L'Assemblée ayant décidé que la discussion ne serait reprise qu'après que la commission de constitution aurait conféré avec la commission des incompatibilités, il convient, je crois, d'entendre M. Coquerel, membre de la commission de constitution.

M. Coquerel dit que la question des incompatibilités est un legs laissé à la République par le régime déchu, et que la République ne répudiera pas.

Quelle est la grande tâche dont l'Assemblée a assumé la difficulté? c'est l'œuvre de la constitution. Eh bien, une loi sur les incompatibilités serait un article de la constitution, un article voté sans savoir si ces mesures seront conformes ou contraires à l'esprit de cette constitution.

Le système dont la commission s'est fait le défenseur est en opposition avec ce principe, qui veut que, dans un temps de révolution surtout, la patrie puisse employer les talents et l'énergie de tous les artistes.

L'orateur, au moment où il va dire son avis sur l'amendement de M. Flandin est interrompu par M. le président qui lui dit qu'une discussion de cet amendement serait prématurée.

M. Coquerel continue et soutient que l'Assemblée, en votant la proposition se suiciderait. Il termine en demandant l'ajournement.

M. Lherbette combat l'ajournement et défend le travail de la Commission. On a dit que le Gouvernement devait prendre les hommes capables partout où il en trouverait. Mais la commission a prévu ce cas, car elle a excepté des incompatibilités certaines fonctions publiques.

M. LE PRÉSIDENT. L'Assemblée a entendu les explications qui viennent de lui être données; elle va continuer la discussion sur les articles.

Quelques voix : On a demandé l'ajournement.

M. LE PRÉSIDENT. Il n'y a pas de proposition formelle.

M. COQUEREL, de sa place. La commission de constitution a demandé l'ajournement.

M. LE PRÉSIDENT. L'Assemblée a décidé qu'elle passerait à la discussion des articles. L'ajournement aurait dû être demandé à ce moment-là. (Oui! oui!)

M. CLÉMENT THOMAS. Je demande à dire un mot en ce qui concerne le commandant supérieur de la garde nationale. Sous l'ancien gouvernement, le commandant supérieur de la garde nationale touchait une indemnité annuelle de 50,000 fr. destinée aux exigences et aux nécessités du service.

Aujourd'hui cette fonction est purement gratuite; mais il y a cent trente officiers d'état-major nommés pour secourir le commandant général. Ces officiers sont de service à tour de rôle, et ils ne peuvent quitter leur poste pendant leur service. Il a donc fallu organiser une table pour eux. (Bruits divers.) Je tiens à voter cette question; car on n'a pas épargné les calomnies au commandant supérieur de la garde nationale, puisque l'on a même été jusqu'à dire qu'il mettait dans sa poche 4,000 fr. par mois. (Dénégation.) Je dis donc qu'il a fallu organiser une table; mais cette table est simple et sans luxe. Quant à moi, je ne demande rien. Le service de la garde nationale est gratuit. Je dois donner l'exemple du désintéressement. Mais je demande le maintien de l'allocation pour la table des officiers.

M. Baroche combat l'ajournement qui ne serait qu'un rejet déguisé. Quant à l'amendement de M. Flandin, il le repousse comme portant atteinte aux droits des électeurs. Les représentants fonctionnaires, au moment de leur élection, doivent pouvoir rester fonctionnaires.

M. LE PRÉSIDENT. M. Pascal Duprat a demandé la parole pour une interpellation.

Voix nombreuses. Non! non! L'ordre du jour!

M. LE PRÉSIDENT. M. Pascal Duprat n'a pas fait connaître le sujet de son interpellation. Quand il l'aura fait connaître, l'Assemblée fixera le jour où elle aura lieu. (Oui! oui!)

La discussion s'ouvre sur l'amendement de M. Flandin, qui porte que dans les huit jours du décret les représentants fonctionnaires seront tenus d'opter entre leurs fonctions et celles de représentants. Il en excepte les membres du conseil exécutif, les ministres, et quelques autres hauts fonctionnaires.

L'amendement est rejeté.

L'Assemblée revient à la proposition de la commission.

M. Rolland, rapporteur, fait connaître une modification apportée par la commission à sa première proposition.

M. Bastiat présente un amendement qui n'est pas adopté.

M. Servières demande que l'incompatibilité subsiste pendant quatre ans après l'expiration du mandat. (Violente interruption.)

Cet amendement est aussi rejeté.

M. Guérin avait présenté un autre amendement, qui n'est pas appuyé.

M. Bouhier de l'Écluse développe un autre amendement qui a pour objet d'empêcher de révoquer tout fonctionnaire pendant la durée des sessions, à moins que la révocation ne soit prononcée par jugement. — Rejeté.

M. Besnard combat la nouvelle proposition de la commission, et appuie la première rédaction.

M. Lherbette explique par quels motifs la commission a changé sa première proposition.

M. Besnard reprend, à titre d'amendement, le projet primitif ainsi conçu :

« Aucun membre de l'Assemblée nationale ne pourra, pendant toute la durée de son mandat et jusqu'après les élections de la future Assemblée législative, devenir fonctionnaire public salarié s'il ne l'est déjà; obtenir de l'avancement s'il est fonctionnaire, ni toucher aucun traitement d'activité ni indemnité quelconque afférente à ses fonctions.

M. de Mornay dit qu'il serait dur, après l'avancement donné à certains représentants, même ce matin, ainsi que le constate le *Moniteur*, de priver d'autres représentants non moins honorables d'un avancement mérité. (Bruit divers.)

M. Durand (de Romorantin) combat l'amendement de M. Mesnard. Il faut laisser au Pouvoir exécutif les moyens d'organisation dont il a besoin. Il adopte la dernière rédaction de la Commission.

M. Cavaignac, ministre de la guerre, déclare que les nominations insérées ce matin au *Moniteur* ont eu lieu pour récompenser des services rendus, et se félicite de ce que le retard de l'adoption du projet lui ait permis cet acte de justice.

M. Babaud la Rivière demande si l'adoption du décret empêchera des représentants nommés par élection à un emploi dans l'intervalle des sessions, d'accepter des fonctions.

La commission adopte en partie la proposition de M. Besnard, et propose un article ainsi conçu :

Pendant toute la durée de son mandat, aucun membre de l'Assemblée nationale ne pourra devenir fonctionnaire public salarié, si ce n'est par suite d'un concours ou de l'élection; et s'il est déjà fonctionnaire, il ne pourra obtenir d'avancement ou toucher aucun traitement d'activité, ni indemnité quelconque afférente à ses fonctions. Cependant les officiers de l'armée de terre et de mer pourront obtenir de l'avancement par droit d'ancienneté, conformément aux dispositions des lois du 14 et 20 avril 1852.

Cet article est mis aux voix et adopté.

Deux articles additionnels à l'article 4^{er} proposés l'un par M. Tenret, l'autre par M. Tillancourt ne sont pas adoptés.

M. Perrée voudrait que la commission s'expliquât. La mesure atteindrait-elle le traitement de disponibilité des militaires.

Après une discussion confuse, l'Assemblée adopte les additions suivantes : les traitements de non-activité et de disponibilité.

Art. 2. Les interdictions précédentes ne s'appliquent point aux fonctions de ministre, de sous-secrétaire d'Etat, de préfet de police, de maire de Paris, de commandant supérieur de la garde nationale de la Seine, de procureur général près la cour d'appel de Paris. Toutefois, les citoyens investis de ces fonctions ne pourront pas cumuler, avec les traitements qui y sont attachés, l'indemnité affectée aux représentants.

M. Beaumont (de la Somme) propose de supprimer, dans la nomenclature ci-dessus, les sous-secrétaires d'Etat.

M. Clément Thomas fait remarquer que le traitement du commandant de la garde nationale est illicite. L'article proposé tend à lui supprimer en même temps son traitement de représentant.

L'Assemblée passe à la discussion par division de l'article 2. Elle adopte la disposition relative aux ministres.

M. Grémieux dit qu'il est nécessaire que les ministres assistent à la séance. Quant aux sous-secrétaires d'Etat, il faut qu'ils préparent le travail pour que le ministre le trouve prêt. Il faut donc que les sous-secrétaires d'Etat ne puissent pas faire partie de l'Assemblée.

Après quelques observations de M. Maurat-Ballanche, la question relative aux sous-secrétaires d'Etat est mise aux voix. L'Assemblée rejette la proposition de la commission et décide qu'il y a incompatibilité entre ces fonctions et celle de représentant. Ce vote a lieu au milieu d'une certaine incertitude et est suivi d'une longue agitation, et de réclamations diverses.

M. ROLLAND, rapporteur. Il semble que l'Assemblée n'a pas bien compris la portée de son vote. (Si! si!)

M. LE PRÉSIDENT. Le bureau a tranché la question avec pleine connaissance de cause. (Oui! oui!) Aucun vote ne doit être surpris. (Bruit prolongé.) Quelques-uns de nos collègues ont cru voter contre un cumul de traitement. Il s'agit d'interdiction de fonctions. (Bruits divers.)

M. VICTOR LEFRANC. La confusion vient de ce qu'on a oublié l'art. 1^{er}. (Oui! oui!)

Quelques voix. Il y a vote.

M. LEFRANC. Non, car il y a erreur dans le vote. (Long tumulte.)

Un membre demande le rappel au règlement. Il est possible que quelques-uns de nos collègues n'aient pas été suffisamment attentifs aux paroles du président. Mais ce n'est pas un motif pour revenir sur le vote. (Très-bien!)

L'Assemblée continue le vote de la première partie de l'article, et adopte.

M. Grandin demande qu'on ajoute à la nomenclature contenue dans l'article le grand-chancelier de la Légion d'honneur. — Rejeté.

M. Durand (de Romorantin) fait remarquer que la deuxième partie de l'article aurait pour conséquence de priver le commandant de la garde nationale de la Seine de tout traitement. Au nom de la commission, il propose d'excepter de cette mesure le commandant de la garde nationale.

M. Lherbette dit que c'est par erreur que M. Durand vient de parler au nom de la commission. La majorité de la commission persiste dans sa proposition.

M. Larcy présente une légère modification qui laisserait tout entière la question de savoir si on donnera un traitement au commandant de la garde nationale.

La rédaction proposée est adoptée :

L'article 2 est adopté dans son entier.

Art. 3. Il est interdit à tout membre de l'Assemblée nationale de faire abandon de l'indemnité que la nation lui alloue. — Adopté à l'unanimité.

Art. 4. Les membres de l'Assemblée nationale constituante pourront être chargés, par le gouvernement de la République, de missions extraordinaires et temporaires à l'intérieur et à l'étranger. — Adopté.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Frédéric Bastiat pour des interpellations. (Mouvement marqué d'attention. — MM. les représentants se hâtent de reprendre leurs places.)

M. FRÉDÉRIC BASTIAT (à la tribune.) Je demande à renvoyer à demain les interpellations que j'avais à adresser à la Commission exécutive. (Marques générales de désappointement.)

Voix diverses. Parlez! parlez!

Autre voix. Non! non! à demain.

Les interpellations sont renvoyées à demain.

M. TRÉLAT, ministre des travaux publics. Je viens demander un not-

« Veau crédit de trois millions pour les ateliers nationaux. (Longs murmures.)

Le ministre donne acte du projet de loi et demande qu'il soit renvoyé au comité des travailleurs.

M. FALLOUX. C'est moi qui ai demandé au ministre d'apporter à la tribune le projet de loi dont il vient de vous donner lecture. Quand nous avons appris que les fonds déjà votés avaient été délivrés par le ministre des finances, sur l'ordre de la Commission exécutive, nous avons pensé que cette dépense échapperait à tout contrôle, si nous ne demandions formellement que nous soyons appelé à l'examiner.

Le projet que l'on vous présente aujourd'hui prouve que les ateliers nationaux sont aujourd'hui ce qu'ils étaient il y a six semaines et il y a trois semaines. (Rumeurs prolongées.) Dans ces circonstances, je viens demander que le projet de loi soit renvoyé à une commission spéciale qui examinera attentivement la question des ateliers nationaux, et qui, s'il y a lieu, fera une enquête.

L'orateur rappelle ce qui s'est passé à l'égard de M. Emile Thomas, qui a été envoyé à Bordeaux sans qu'on pût savoir si c'était un chef prévaricateur que l'on punissait ou un administrateur habile qu'on récompensait.

Aujourd'hui les rôles sont changés, et M. Emile Thomas, d'accusé qu'il était, s'est posé lui-même en accusateur.

Quant au ministre, il n'a présenté jusqu'ici aucun plan, aucune mesure à l'égard des ateliers nationaux : il y aurait cependant bien des choses à faire. La ville de Paris a de grands travaux à exécuter, mais elle attend pour cela que le ministre des finances lui rende les 4 millions qu'elle lui a confiés.

On a parlé d'un recensement des ouvriers, on a même dit qu'il y a huit jours qu'il était terminé, et aujourd'hui cependant il ne l'est pas encore, ou du moins le contrôle n'est pas terminé, de sorte que l'on ne sait encore à quoi s'en tenir.

Vient-on aujourd'hui cacher la détresse des classes ouvrières par la mesure du rachat des chemins de fer ? Le ministre n'en a rien dit ; mais l'Assemblée doit le savoir. Toujours est-il qu'aujourd'hui il est des choses sur lesquelles il faut une réponse immédiate, c'est celle relative à l'état-major de Mousseaux et à la disparition de M. Emile Thomas.

M. TRÉLAT, ministre des travaux publics. Il y a ici deux questions, celles des ateliers nationaux et la question personnelle. J'examine d'abord la première question.

Il y avait dans la question des ateliers nationaux un grand mal, une grande dépense sans résultat. J'ai été chargé de remédier à cet état funeste. Je m'y suis appliqué de tout mon pouvoir. J'ai fait peu de chose, cela est vrai, et cependant j'ai fait beaucoup. Si les ateliers nationaux ne sont pas diminués, ils sont du moins transformés, et l'on n'a vu aucun des ouvriers qui les composent dans les derniers troubles.

D'un autre côté, nous sommes sur le point d'employer un grand nombre de ces ouvriers à des travaux utiles.

Il faut aujourd'hui faire ce que faisait la Convention quand elle décrétait la victoire, il faut décréter des travaux ; ce sera le moyen d'atténuer ce que la situation peut avoir de pénible, car aujourd'hui les ouvriers demandent du travail.

Quant à la question personnelle, continue l'orateur, j'ai peut-être agi avec violence, mais je n'ai pas dû reculer devant un devoir que m'imposait la nécessité. Si l'Assemblée pense que j'ai encore quelque chose à dire, je lui demanderai la permission de le dire à la Commission.

Le décret est renvoyé à une commission spéciale.

La séance est levée à six heures.

On nous communique la note suivante :

« Monsieur le rédacteur,

« C'est par erreur que vous avez annoncé, dans votre dernier numéro, qu'à la suite de l'événement arrivé avant-hier sur le boulevard Montparnasse le conducteur Bouvier avait succombé aux coups qu'il a reçus dans une dispute engagée avec un de ses camarades. Sa blessure était très-légère, et il a pu continuer son service dès le lendemain. Le maître de la maison était absent.

« Ce sont des ouvriers des ateliers nationaux et quelques gardes mobiles qui ont commis les dégâts.

« Recevez, Monsieur, etc. »

Renseignements historiques.

La rédaction de la Tribune ne prend pas sous sa responsabilité les communications qu'elle publiera sous ce titre et qui seront toujours signés.

Monsieur le rédacteur,

Je vous prie d'insérer l'article suivant dans votre prochain numéro ; s'il n'a pas l'avantage de plaire à tous vos lecteurs, il aura du moins celui d'être écrit par un homme qui désire, par dessus toute chose, que la vérité apparaisse et que la lumière se fasse.

L'opinion publique a besoin d'être renseignée sur les hommes qui se sont laissés entraîner par les événements du 15 mai. On les considère presque généralement comme des anarchistes, voulant le pillage et ayant soif de sang, n'aspirant qu'après le jour où ils pourront rétablir la guillotine. Les bruits les plus absurdes circulent contre eux ; c'est à qui les répètera ; c'est à qui s'efforcera de les signaler comme des hommes cruels et barbares. Voyons donc jusqu'à quel point ces hommes méritent la réputation qu'on leur fait.

Examinons d'abord la vie d'Huber, qui a dirigé cette démonstration, qui devait être toute pacifique.

Huber, né à Eygden (Bas-Rhin) en 1815, est doué d'un caractère énergique, et il se fait remarquer par ses sentiments tendres et sympathiques ; il réunit les qualités les plus rares et les plus précieuses chez l'homme, énergie et le courage, jointes à une excessive bonté et une patience à

toute épreuve. Son imagination, trop ardente sans doute, l'entraîne souvent au-delà des bornes de la raison. Ses sentiments religieux n'ont donné que plus de force à son amour pour son pays, et lui ont fait embrasser, dans ce sentiment, l'humanité entière. Huber est l'homme de la conciliation.

Certes, ce portrait paraîtra exagéré à ceux qui ne connaissent Huber que par les rapports de plusieurs journaux ; mais je défie un de ceux qui le connaissent, ami ou ennemi, de démentir une seule de mes assertions.

Ouvrier corroyeur, il profita de ses moments de loisirs pour étudier, et mit à profit, autant qu'il le put, les longues années de sa captivité.

Dès l'âge de 19 ans, ses sentiments patriotiques lui firent prendre une part active aux mouvements populaires, protestant contre la tyrannie corruptrice du gouvernement déchu. Condamné à 5 ans de prison dans l'affaire dite de Neuilly, il fut amnistié en mai 1837. Arrêté au mois de décembre de la même année, et fausement accusé de participation à un attentat contre la vie de Louis-Philippe, il fut pleinement justifié de ce soupçon, mais condamné comme coupable de complot ayant pour but de changer le gouvernement ; ce fut dans ce même procès que fut condamnée mademoiselle Grouvelle, noble femme et digne qui n'avait commis d'autre faute que d'avoir répandu des bienfaits sur tous les malheureux et en particulier sur les républicains.

Huber fut envoyé dans les prisons de Doullens, où sa santé s'altéra ; puis transféré à Tours, d'où la révolution de Février le fit sortir. Heureux de l'avènement de la République, Huber ne demanda rien pour lui-même, et lorsque le gouvernement du Raincy lui fut offert, il le refusa, ne voulant rien accepter tant que l'on n'aurait pas fait droit aux justes réclamations des autres détenus politiques.

Dans des réunions précédant la démonstration du 15 mai, deux ou trois citoyens, exaspérés par l'inactivité de l'Assemblée nationale, proposèrent de la renverser en profitant de cette démonstration. Huber jura qu'il s'opposerait de tout son pouvoir à ce qu'on rendit cette manifestation hostile ; qu'il croyait que toute l'Assemblée n'était pas animée des meilleurs sentiments démocratiques ; mais qu'avant d'entrer en hostilité contre elle, il fallait attendre la constitution qu'elle devait nous donner, ce qu'elle déciderait en faveur de la Pologne et ce qu'elle ferait pour les travailleurs ; qu'il ne fallait pas juger les représentants par leur vie passée ; qu'il fallait attendre leurs actes avant de les condamner.

Le 15 mai, les citoyens présents, les gardes nationaux, les gardes mobiles furent témoins des efforts d'Huber pour empêcher la foule de traverser le pont de la Révolution ; à la porte du palais de l'Assemblée, il faillit se trouver mal et être étouffé par la foule qu'il cherchait à arrêter ; entraîné malgré lui dans l'Assemblée, il engagea les citoyens à respecter la dignité des représentants et à se retirer, et lorsqu'il s'écria : L'Assemblée est dissoute, il se laissa entraîner à un mouvement irréfléchi que parut justifier la prompte retraite des représentants.

Plusieurs journaux ont rapporté que Huber avait forcé le président à quitter le bureau, il a protesté contre cette calomnie et en a appelé à MM. Buchez et Corbon eux-mêmes.

La seule action à reprocher à Huber est donc la dissolution momentanée de l'Assemblée ; mais quant à la manifestation, elle devait être pacifique. Qu'on n'accuse donc pas Huber d'avoir abusé de la bonne foi des citoyens faisant partie de cette manifestation ; c'est un reproche que dément sa vie entière.

Huber, comme président du comité centralisateur, rédigea le manifeste, expression de ses sentiments, ligne de conduite qu'il lui traça. Il y dit que « les droits du peuple sont : la liberté devant la loi, l'égalité devant la vie, la fraternité devant Dieu ; que les mauvais citoyens qui rêvent l'anarchie ou la contre-révolution, ceux qui veulent l'ordre sans la liberté ou la liberté sans l'ordre, sont indignes du nom de peuple. Plus de républicains de la veille, plus de républicains du lendemain. Soldats du christianisme et de la philosophie, formons un frère éternel faisceau. » Puis il finit ainsi : L'unité de la République, c'est la réalisation universelle de ce rêve inspiré par l'éternel amour de l'humanité.

Lorsque Huber était libre, au milieu de ses amis, c'eût été le flatter que publier ce portrait exact ; je ne l'eus jamais fait. Aujourd'hui je remplis un devoir en mettant tous mes efforts à justifier un bon citoyen, qui put être égaré, mais qui ne fut jamais coupable.

Salut et fraternité.

DELBROUCK.

Selon la Gazette de Vienne, le ministre de la guerre de la révolution de Milan a expédié d'une fois 44 bataillons, 14 escadrons et 80 pièces d'artillerie.

Le nombre des troupes placées sous le commandement de Radetsky s'élève à plus de cent mille hommes, comprenant le corps qui occupe le Tyrol, celui de Nugent, et le corps de réserve resté à Welden, près l'Isonzo.

PRUSSE. — Voici ce qu'on écrit de Berlin :

« Des cris séditieux, autour de l'Académie, où siège l'Assemblée, ont été entendus vers la fin de la séance d'aujourd'hui, lorsque le quasi-rejet de la proposition Behrends fut connu au dehors. On disait que le peuple allait envahir la salle.

« Au sortir de la séance, les ministres et les membres de la droite ont été poursuivis et insultés. MM. Camphausen et Hansemann ont pu gagner un drowski et s'enfuir.

« M. le baron d'Arnim, dans le bois des Châtaigniers, s'est vu entouré d'une foule furieuse. Un homme du peuple a frappé d'un coup de bâton le chapeau du ministre.

« Il allait être exposé à de plus graves insultes, lorsque quelques personnes sont parvenues à le traîner vers l'Aula de l'Uni-

versité. Le peuple s'est rué alors sur les portes de l'Université pour les briser.

« Il a jeté des pierres dans les fenêtres de l'édifice. A ce moment, MM. Jung, Brill et Maetze, membres de l'Assemblée, sont accourus et ont harangué les émeutiers. MM. Jung et Brill n'ont pas réussi à les calmer. M. Maetze leur a dit :

« Citoyens, aujourd'hui dix-neuf voix nous ont manqué pour avoir la majorité. Si vous ne conservez pas une attitude calme et digne, bientôt cinquante voix vont nous faire défaut. »

« Le peuple de Berlin est trop intelligent pour ne pas mieux comprendre ses propres intérêts.

« La foule répondit par des hurrahs, et abandonna les portes de l'Université pour se diriger sur un autre point.

« M. d'Arnim a pu se réfugier dans la voiture de M. Pourtales qui passait en ce moment sous les Tilleuls. On raconte, mais je ne puis garantir ce fait, qu'il aurait été injurié dans l'intérieur même de l'Université.

« P. S. J'apprends de source positive que les étudiants ont respecté la retraite de M. d'Arnim, qu'ils ont aidé à gagner la voiture de M. de Pourtales. »

Tribunaux.

M. Paul Gayrard, statuaire distingué, a fait les statuettes des personnages contemporains les plus célèbres dans les lettres, les finances ou l'armée.

Il a chargé MM. Boisseaux-Détot et C^e de dorer huit statuettes représentant M. le baron Salomon de Rothschild, et ce, moyennant le prix convenu d'avance de 1,500 francs.

MM. Boisseaux-Détot et C^e ont délégué M. Léon Lesbre, docteur à Paris, pour exécuter cette commande ; puis, sur le refus de M. Paul Gayrard de payer les 1,500 francs stipulés, ils ont acquitté cette dette vis-à-vis de M. Léon Lesbre, pour mettre fin aux poursuites de celui-ci.

Un jugement de la 1^{re} chambre du tribunal en date du 16 février 1848 a condamné M. Paul Gayrard à rembourser le prix de la dorure à MM. Boisseaux-Détot et C^e.

Aujourd'hui, à l'audience des référés, M^e Louis Protat, avoué de ceux-ci, demandait que, par le ministère de M^e Levillain, commissaire-priseur à Paris, il fût procédé à la vente des statuettes représentant M. le baron de Rothschild. Le produit de cette vente viendrait en déduction de la créance.

M. le président Debelleyne, après avoir entendu les explications de M^e Mitoufflet, avoué du statuaire Paul Gayrard, a autorisé cette vente.

— L'affaire de M. Outrebon, ancien notaire à Paris, vient d'être renvoyée devant la police correctionnelle, après une minutieuse instruction, qui a duré plus de huit mois, et dans laquelle de nombreux témoins ont été entendus. La prévention qualifiée par l'arrêt de renvoi est celle d'abus de confiance. M. Outrebon comparaitra pour y répondre devant la 6^e chambre, le mercredi 28 de ce mois. Le prévenu a confié sa défense à M^e Mahou, qui était substitut du procureur du roi avant la révolution de Février, et qui a été révoqué à la suite des événements du 24.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschapelles et O'Reilly. Prix : 25 cent.

Henri GIRALDON, éditeur, rue de Seine 16.

Bourse de Paris du 13 Juin.

FONDS FRANÇAIS.

3 0/0.....	46 50	Banque de France.....	1270	»
4	»	Banque d'Alger.....	»	»
4 1/2.....	»	Oblig. de la ville de Paris..	1140	»
5 0/0.....	69	Bons du Trésor.....	25	25

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....	»	Fampoux à Hazebrouck....	»	»
Obligations anc.....	»	Avignon à Marseille.....	222	50
— nouv.....	»	Strasbourg à Bâle.....	78	75
Versailles (rive droite).....	420	Obligations.....	»	»
Obligations anc.....	»	Mulhouse à Thann.....	»	»
— nouv.....	»	Bordeaux à la Teste.....	»	»
Versailles (rive gauche).....	98 75	Montpellier à Cette.....	»	»
Paris à Orléans.....	565	Cette à Bordeaux.....	»	»
Obligations.....	»	Paris à Sceaux.....	»	»
Orléans à Bordeaux.....	597 50	Montereau à Troyes.....	»	»
à Vierzon.....	262 50	Amiens à Boulogne.....	»	»
Paris à Rouen.....	414 50	Dieppe à Fécamp.....	»	»
Obligations.....	»	Paris à Lyon.....	315	75
Rouen au Havre.....	207 50	Tours à Nantes.....	541	25
Obligations.....	»	Paris à Strasbourg.....	358	25
Nord.....	562 50	Andrézieux à Roanne.....	»	»

CANAUX.

Quatre Canaux.....	»	Canal de Bourgogne.....	68	50
Jouissance.....	»	Jouissance.....	»	»
Trois Canaux.....	»	Canal de la Sambre.....	»	»

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfarth, 1.